

Tribune socialiste

N° 368 / 18 AVRIL 1968 / PRIX 0,70 F



AFP.

En Méditerranée aussi

Marc Heurgon

Les conditions d'une réplique efficace à l'impérialisme américain sont de deux sortes. D'une part il s'agit de définir — en fonction d'une analyse sérieuse des positions de l'adversaire, sur quels thèmes d'action immédiate et sur quel programme à moyen terme la contre-offensive anti-impérialiste peut se développer avec succès. C'est le problème du fond. D'autre part, en fonction de la solution apportée à cette question, il faut définir avec précision quelles alliances et quelles structures peuvent concourir au développement de cette

stratégie.

Si l'on veut porter un jugement équitable sur la Conférence des Forces Progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée qui vient de se tenir à Rome, on dira qu'elle a en partie résolu le deuxième problème en apportant la preuve — par son existence même — qu'il est désormais possible de proposer une nouvelle forme de consultation entre les forces anti-impérialistes. Cette démonstration n'avait pas jusqu'ici été apportée : l'expérience de Rome, même limitée à une région du globe, a donc de ce

point de vue valeur exemplaire : elle sera limitée ; mais la Conférence s'est en même temps rendu compte que pour résoudre pleinement ce deuxième problème, elle devait surmonter les divergences de fond que pose le premier. Elle n'y a que très partiellement réussi et c'est ce qui, pour le moment, limite encore la portée de l'expérience.

*
* *

Jusqu'ici les réponses apportées à l'offensive globale de l'impérialisme étaient de trois types que l'on pourrait schématiser ainsi :

1) - La « réponse des Etats » qui consiste à confondre l'action de mouvements progressistes, quand bien même ils sont au pouvoir, et celle de l'appareil d'Etat, mue avant tout par des critères nationaux, voire nationalistes. Une telle démarche rend bien évidemment impossible toute analyse sérieuse du phénomène impérialiste, puisqu'elle intègre au débat soit l'adversaire lui-même — comme ce fut le cas à New-Delhi, soit les complices qu'il s'est trouvé dans les bourgeoisies nationales du tiers monde ou dans les bourgeoisies capitalistes des pays industriels. Dans ce domaine, les conférences préparatoires à celles de Rome avaient déjà fait les choix importants en refusant d'inviter les Destour tunisien, l'Istiqlal marocain, le Gaullisme français ou les différentes forces de la social-démocratie européenne qui n'ont pas encore répudié clairement toute allégeance à l'Alliance atlantique. Il est vrai que le débat a été rouvert, au moins implicitement, à Rome par l'Alliance socialiste de Yougoslavie. Ayant dit depuis des mois à nos camarades yougoslaves à quel point nous sommes en désaccord avec la conception qu'ils ont de « l'élargissement » de nos travaux, nous n'en sommes que plus à l'aise pour déplorer que le texte qu'ils ont proposé, n'ait pas été en commission discuté avec suffisamment de soin. Voilà donc un débat qu'il faudra poursuivre et le P.S.U. ne peut que se réjouir de la proposition faite par nos camarades de Belgrade de mettre au point dans ce but une rencontre bilatérale entre nos deux partis.

2) - La « réponse type Bandung » qui vise à donner comme ciment à la contre-offensive progressiste un critère fondé sur le plus ou moins haut niveau de développement. Une telle démarche présente du tiers monde une image idéalisée : elle en fait le porteur de la révolution face à la vieille Europe capitaliste dans laquelle elle réduit le mouvement ouvrier à un rôle passif et attentiste. Cette analyse, parce qu'elle passe

sous silence les contradictions qui grandissent au sein du tiers monde entre forces progressistes et éléments réactionnaires, laisse comme seul exutoire aux passions populaires les émotions nationalistes. Du même coup, elle ne peut répondre au problème fondamental qui est posé au tiers monde, une fois acquis le préalable de l'indépendance politique, et qui reste la mise en cause des structures économiques et sociales héritées de la colonisation.

Là encore, la Conférence de Rome a fait un choix nouveau en réunissant les forces socialistes des deux rives de la Méditerranée, en liant les perspectives socialistes des pays arabes à la lutte contre le capitalisme européen, en définissant en commun les formes de la lutte à mener contre les bases américaines, la 6^e flotte U.S., l'Alliance atlantique sous ses diverses formes. Il reste qu'il ne s'agit à l'heure actuelle que d'intentions.

3) - La « réponse type Budapest » qui prétend réserver aux seuls partis communistes la conduite de la lutte anti-impérialiste. Une telle démarche a l'inconvénient majeur de rejeter d'une discussion qui les concerne au premier chef des forces qui, en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient, ont une réalité bien supérieure à celle des partis communistes locaux. Une telle méthode lie la définition d'une stratégie anti-impérialiste au règlement des querelles idéologiques qui partagent le monde communiste ; elle est jusqu'à cette date freinée par les exclusives réciproques. Surtout, cette démarche, en liant étroitement l'offensive anti-impérialiste à la stratégie de l'un des deux blocs, est contradictoire avec le projet des forces non alignées qui se fonde sur la disparition des blocs militaires et non sur leur co-existence. Pour éviter toute équivoque nous rappellerons une fois de plus que nous ne mettons absolument pas sur le même plan le prétendu « monde libre », en fait camp américain, et l'Union Soviétique. Mais nous refusons de subordonner notre stratégie à d'éventuels compromis entre grandes puissances, si celles-ci devaient déboucher, comme ce fut souvent le cas, sur une coexistence entre Etats nantis dont les mouvements révolutionnaires feraient en fin de compte les frais.

Nous avons depuis des mois lutté pour que la présence des partis communistes méditerranéens à la Conférence de Rome soit assurée dans des conditions qui respectent leur représentativité. Nous avons proclamé clairement qu'il n'y aurait pas de conférence anti-impérialiste de la Méditerranée sans la participation de forces aussi importantes que celles du P.C.F. ou des

Partis communistes italien et espagnol. Il n'en serait que plus regrettable de constater que le développement de notre entreprise commune au niveau de ses structures ou de ses actions puisse être bloqué par des considérations qui lui seraient extérieures.

En fait les bases de toute véritable union anti-impérialiste ont été fixées de manière magistrale par le secrétaire du Parti des Travailleurs Vietnamiens Le Duan lorsqu'il affirme la nécessaire convergence de trois courants essentiels : « les trois grands mouvements révolutionnaires, l'édification du socialisme et du communisme dans notre camp, le développement des forces anti-capitalistes dans les pays nouvellement indépendants, la révolution socialiste au sein des pays capitalistes-impérialistes, bien que différents dans leur contenu et leur rôle, constituent cependant trois grands courants qui donnent naissance au raz de marée de la révolution socialiste de notre époque ».

Tel est l'éventail qu'a rassemblé la Conférence de Rome pour le secteur de la Méditerranée — ni moins, ni plus.

En ce qui concerne les problèmes de fond, force est bien de constater que les progrès accomplis ont été plus limités. Certes les excuses sont nombreuses : difficultés de ce premier dialogue au niveau du langage et de méthodes d'approche différentes, absence cruellement ressentie de rapports introductifs qui auraient permis de cadrer la discussion, brièveté des débats et totale insuffisance du temps imparti au travail en commission. Aussi les critiques que nous apportons — elles ont amené la délégation du P.S.U. à s'abstenir sur le vote final de la motion d'organisation interne — n'ont-elles pour but que d'attirer l'attention sur les défauts auxquels il serait facile de remédier pour assurer le plein succès de nos rencontres ultérieures.

Trois exemples permettront de mieux comprendre notre point de vue :

1) - Le conflit du Moyen-Orient n'était pas l'objet principal d'une rencontre conçue à l'échelle de toute la Méditerranée, mais c'était une question importante et chacun savait que là résidait le désaccord essentiel entre les forces progressistes des deux rives du bassin. Pour le P.S.U., il n'y a pas de solution durable au conflit israélo-arabe hors de la double reconnaissance de ces réalités qui sont d'une part l'existence de l'Etat d'Israël et d'autre part la volonté du peuple arabe de Palestine de constituer une nation. Nous avons en vain demandé à Bologne

en septembre, puis à Rome en janvier que soient invités des représentants des forces socialistes israéliennes opposées à la politique des partis au pouvoir, en même temps que des représentants des Palestiniens. L'absence des uns et des autres enlevait à la discussion une grande partie de son intérêt ; pourtant il était encore possible, au sein d'une commission réduite, d'aborder le problème au fond, de mieux comprendre les positions de chacun, d'amorcer un processus de discussion réelle ; c'est ce qu'a proposé le P.S.U. à plusieurs reprises, rencontrant sur cette démarche le plein accord des délégations arabes. La procédure choisie par la Conférence a au contraire privilégié un vaste débat d'ensemble, type O.N.U., suite de monologues plus que véritable dialogue. Cette méthode a conduit à adopter sur ce problème du Moyen-Orient une déclaration générale que nous avons votée dans la mesure où elle ne comprend aucune affirmation contraire aux faits comme au mandat que notre Bureau National avait donné à notre délégation. Mais par ce qu'elle ne dit pas, par les problèmes qu'elle esquive, cette déclaration prend un caractère unilatéral qui en réduira la portée. Elle ne facilitera pas notamment au sein du mouvement ouvrier d'Israël l'accélération d'une prise de conscience sur les dangers que la politique pratiquée par la coalition au pouvoir fait courir, compte tenu du rapport des forces, à long terme, à l'existence même d'Israël. Il est donc évident que si l'on veut qu'une véritable discussion s'engage sur ce point avec nos amis arabes, il faudra prendre d'autres moyens. Dans le cadre des rapports bilatéraux maintenant établis, le P.S.U. fera prochainement des propositions dans ce sens.

*

* *

« Tribune Socialiste » reviendra sur le nouveau développement que connaît la résistance grecque à la dictature des colonels et sur l'unification de ses différents mouvements. Disons seulement que les interventions du chef de la délégation de l'E.D.A. à Rome, Marcos DRAGUMIS, furent particulièrement importantes. Insistant sur la nécessité primordiale d'affronter tout de suite le fascisme en Grèce — « seul pays européen où le virus a pu s'attaquer au corps national depuis la fin de la deuxième guerre mondiale » — DRAGUMIS lança cet avertissement prophétique : « le fascisme c'est comme la peste, c'est contagieux. Ce n'est pas la maladie des autres, c'est un mal qui nous menace tous. »

La Conférence se devait d'agir. Appuyée par la délégation de l'E.D.A. celle du P.S.U. a proposé de constituer immédiatement un Comité de travail chargé de trouver les moyens d'intensifier l'aide matérielle à la résistance grecque. Des considérations extérieures à la Conférence — récente scission au sein du Parti Communiste grec, volonté de ne voir naître à Rome aucune structure permanente — ont amené certaines délégations à s'opposer à toute initiative de ce genre.

*
* *

La liaison évidente entre l'offensive impérialiste et le développement du capitalisme mondial aurait dû conduire la Conférence à se pencher avec une attention toute particulière sur les structures économiques et sociales de la Méditerranée, à rechercher les moyens concrets de modifier la situation présente. Tel n'a pas été le cas. Nous avons tous estimé que nous n'étions pas prêts à apporter dans un tel débat des

analyses suffisamment élaborées et des propositions sérieuses. Il nous faut assumer cette carence ; il nous faut répudier le vieux thème raciste suivant lequel les Arabes sont contraints de masquer sous des slogans nationalistes leur incurie à dominer les problèmes économiques. C'est tout autant le mouvement communiste européen, comme l'ensemble de la Gauche socialiste, qui sont incapables d'affronter sur ce terrain le défi capitaliste. De ce côté, la Conférence de Rome a été un révélateur utile. Alors il faut se mettre au travail. Peut-être la proposition du P.S.U., de tenir avant la fin de l'année une nouvelle conférence sur les rapports économiques entre les deux rives de la Méditerranée, était-elle prématurée. Il faut en tout cas que nous sachions que l'objectif d'une telle conférence est pour nous vital. C'est en fin de compte sur ce terrain que la bataille décisive sera ou perdue ou gagnée.

Marc HEURGON